

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 127 (1982)
Heft: 10

Buchbesprechung: Cinq ouvrages, auteurs et commentaires

Autor: Bach, Alfred / Rapin, Jean-Jacques / Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Cinq ouvrages, auteurs et commentaires

Au gré de leurs lectures, différents correspondants nous ont fait part récemment de leurs réflexions et présentent des livres n'ayant de commun, à première vue, que la simultanéité de parution des commentaires. Toutefois, à y regarder de plus près, on voit bien que chacun, à sa manière, est d'un apport certain à la formation du chef de guerre. — Aussi, cette concentration fortuite de relations ne constitue-t-elle pas l'offre d'un choix mais une invitation à vouer davantage de son peu de temps libre à lire et méditer.

Les commentateurs n'ont pas simplement «lu pour vous». A travers leurs textes, le lecteur sentira que chacun d'eux comprend ses dires comme une mise en complicité avec auteurs et ouvrages.

La RMS saisit cette occasion de remercier ceux qui, chroniquement ou de manière sporadique, répondant à l'incitation de sa rédaction ou de leur propre mouvement, alimentent la rubrique des commentaires. En effet, elle a pour règle de publier des présentations élaborées d'ouvrages, et non de se confiner dans une stérile énumération de «livres reçus», voire «livres parus».

Aux pages suivantes, vous trouverez:

Menschen führen im militärischen Alltag. La présentation par le colonel EMG Bach de l'étude du colonel EMG Brun est toute colorée de l'amitié qui les lie. page 420

Mes grands hommes et quelques autres. Ceux qui le savent sentiront la haute estime rapprochant le lt-colonel Rapin de «Rémi». page 422

Viêt-nam, Kippour, Watergate et Co. L'historien qu'est le major de Weck se double de l'officier de renseignements. Pas étonnant dès lors qu'il analyse avec lucidité le dernier Kissinger. page 426

Spionage gegen die Schweiz. Le lieutenant de Buman dit toute l'estime qu'il a de l'œuvre de Führer. Passionné de nature, il eût préféré que cette thèse fût mieux en chair, moins sèche. page 434

Notre Etat-major général et son Histoire. Avec sa verve coutumière, le colonel EMG Reichel invite à souscrire à l'entreprise monumentale consistant à exposer la constitution de cet appareil prestigieux qu'est l'EMG. page 439

Menschen führen im militärischen Alltag

Un livre du colonel EMG Emile Brun

présenté par le colonel EMG Alfred Bach

Cet ouvrage¹ de quelque deux cents pages, le huitième de la collection «Défense totale et armée», démontre à l'évidence la fertilité de la pensée militaire chez nos voisins d'outre-Sarine. Comme son titre l'indique, il est consacré à la psychologie militaire. Livre dérangeant, affirme le commandant de corps Zumstein dans sa préface. Il l'est certes par son analyse sans complaisance de la société actuelle. Nous ne saurions résumer ici les pages lucides que Brun consacre à notre communauté de mutants, à celle des jeunes en particulier. Une société dans laquelle les valeurs traditionnelles sont remises en question, ce qui est inconfortable sinon toujours déplorable, où les convictions des aînés vacillent face à l'évolution morale qui s'opère sous leurs yeux. Mal guidés trop souvent par des pères résignés à subir les accès de dégoût et l'indocilité de leurs rejetons, par des enseignants ou des maîtres d'apprentissage timorés qui craignent, s'ils exercent quelque influence sur leurs élèves, d'être accusés de les manipuler, une fraction importante des jeunes reculent la société sans même tenter de la comprendre. Soucieux avant tout

d'harmonie dans les relations humaines, de plaisir de vivre et de facilité, ils s'intègrent malaisément dans un monde des adultes où règne la hantise du rendement, de la carrière, de la considération et de l'argent.

Les règles contraignantes de la vie militaire seront supportées avec impatience ou rejetées. A plus forte raison quand elles sont appliquées dans les écoles par des chefs jeunes aussi, nécessairement inexpérimentés, que la contestation de l'autorité peut rendre maladroits et hargneux. Comment dès lors créer de bonnes conditions de travail en commun sans vilipender l'autorité ni renoncer aux exigences fermes? Comment éviter les frustrations, les tensions, les heurts inutiles? Comment diffuser une information génératrice d'intérêt? Comment pratiquer le blâme et la louange sans qu'ils perdent leur aiguillon? Tels sont les thèmes principaux traités par Brun. Pour libérer son ouvrage de sa charge théorique, il y analyse une vingtaine de cas conflictuels avec intelligence et humour. Un questionnaire permet au lecteur de faire une sorte d'examen de son action psychologique au terme de chaque chapitre.

De conception très moderne, cet ouvrage, sans doute didactique, est de lecture aisée. Pas trace de lourdeur;

¹ Verlag Huber, Frauenfeld. Préface du commandant de corps Zumstein.

rien qui rappelle ces compilations savantes dont la lecture laisse plus accablé qu'instruit. On n'en attendait pas moins du colonel EMG Brun, dont l'expérience de commandant de troupes et d'écoles s'est enrichie au contact des séminaires qu'il dirigeait à l'École militaire du Poly. Pour lui, le commandement est bien une très noble aventure de l'esprit et du cœur.

Au passage, notre auteur dénonce les dangers inhérents à une rationalisation excessive de l'enseignement militaire. L'écueil de la déshumanisation menace. La technique et son corollaire, une planification outrée, pourraient conduire à une armée de salle de théorie, entraînée à manipuler

des simulateurs et des gadgets aux cadences d'usine, plutôt qu'éprouvée à la dure, riche d'initiative et pénétrée de l'amour du risque. Quel goût du risque, de la recherche, de l'innovation peut conserver, par exemple, un commandant de compagnie affligé de deux cent sept pages d'instructions et d'ordres avant son cours de répétition?

Le but visé par ce livre ingénieux et sage est de maintenir intacte la joie de servir aux divers échelons de commandement et d'obéissance. Utile aux gradés jeunes comme aux aînés, il le sera particulièrement aux chefs de classes des écoles d'officiers ou de sous-officiers.

A.B.

Une armée qui n'a plus d'esprit de corps n'a plus esprit ni corps.

ANONYME, RMS 10/1942

« Mes grands hommes et quelques autres »¹

présenté par le lieutenant-colonel Jean-Jacques Rapin

Un noble livre, au service d'une noble cause, œuvre d'un homme d'honneur...

Un témoignage d'abord : celui d'un être exigeant envers lui-même et envers les autres dans sa recherche de la vérité. Celui d'un être fidèle, et d'une fidélité totale à une cause qui dépasse le cadre individuel.

Une tranche de vie aussi, pleine de rencontres, d'échanges, d'ouvertures... Pleine d'humeur aussi, de tensions — quand le rythme de l'Histoire s'accélère —, de cassures irrémédiables, comme d'amitiés généreuses et désintéressées.

Un livre d'honneur et de grandeur, qui cependant n'oublie ni l'humour ni le doute secret sur sa propre entreprise, un livre dont l'homme d'aujourd'hui a besoin, à un double titre : tout d'abord, pour mieux connaître, historiquement, une période capitale qui a laissé de telles séquelles que la France en est encore divisée à ce jour ; ensuite, pour respirer un air tonique et vivifiant, celui que l'on rencontre auprès de quelques esprits de premier plan, dont la fréquentation dilate en quelque sorte l'être intérieur — au même titre que la fréquentation de leurs œuvres : Beethoven, dit-on, relisait souvent la

Vie des hommes illustres, de Plutarque...

Bien sûr, les relations privilégiées du général de Gaulle avec l'auteur (de Gaulle n'a-t-il pas déclaré : « Notre Rémy fut des premiers parce qu'il est des meilleurs. Et c'est pourquoi, après tout ce qu'il a fait — qui est si grand ! — il sait qu'il reste tant à faire... ») occupent une large place dans l'ouvrage. Elles en forment en quelque sorte la trame, visible ou non, une sorte de référence permanente dans le contrepoint parfois heurté d'une existence si remplie.

Si cette existence est faite de rencontres — au service de la cause, mais aussi au gré des événements les plus divers —, l'intérêt de l'ouvrage naît de ce qu'à chaque fois, la scène est croquée avec vivacité, l'interlocuteur dépeint avec verve et un jugement porté avec une pénétration exemplaire... Les noms les plus illustres — le futur Jean XXIII, le roi Léopold de Belgique, Lord Mountbatten, le général Weygand — appartiennent de droit à cette imposante galerie de portraits, à côté d'autres noms, moins connus, mais dont le comportement mérite d'être connu de la postérité : Mgr Beaussart, le général de la Porte du Theil, le colonel de la Rocque...

Faute de place, nous ne relaterons ici qu'une rencontre, celle de 1955 avec le président Salazar — cet homme qui disait de lui-même: «Je dois à la Providence la grâce d'être né pauvre. Si le sort des humbles m'est constamment présent à l'esprit, ce n'est pas par calcul politique, mais par mérite propre» —, tellement le portrait est haut en couleur, et l'entretien prophétique:

...J'avais été accueilli sur le perron de la belle maison que le Parlement lui imposait pour résidence par une jeune et rougissante servante portugaise, en robe de satin noir et portant tablier blanc, qui faisait office de chef du protocole et, à mon entrée dans son cabinet de travail, il s'était levé de derrière la longue table couverte de dossiers derrière laquelle, m'avait-on dit, il passait le plus clair de son temps, ne s'accordant d'autre distraction que la lecture, ou l'audition de disques de musique classique, après avoir frugalement pris son repas du soir. Vêtu d'un costume gris fer, au gilet haut boutonné par une cravate noire, il était chaussé de bottines à tige montante dont le lacet faisait le tour avant de se nouer, comme je pus le remarquer quand, s'étant assis vis-à-vis de moi, il croisa les jambes.

«Quelle que soit l'idéologie dont ils se réclament, me dit M. Salazar, les régimes totalitaires utilisent partout les mêmes procédés fondés sur le mensonge, la diffamation et le chantage [...] N'en soyez pas ému pour autant, de même que je ne suis pas troublé par

l'imputation qui m'est faite de prétendre imposer à mon pays un régime dictatorial. Les hommes se battent aujourd'hui les uns contre les autres pour des mots, dont chacun corrige le sens au gré de la passion qui l'inspire, et les grands de ce monde — comme on les appelle — ne sont pas eux-mêmes exempts d'erreurs dans l'interprétation du vocabulaire.

»Voyez par exemple M. Roosevelt, qui a donné le branle à ce qu'on nomme «décolonisation»; je ne doute pas qu'il ait été inspiré par le louable souci de mettre fin à des contraintes et à des injustices flagrantes quand il s'est référé au principe non discutable du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes [...] L'important, pour nous, est que M. Roosevelt, après M. Wilson lui-même, ait confondu le mot «peuple» avec celui de «population».

»Qu'est-ce en effet qu'un peuple, sinon une entité majeure, fondée par des générations soudées par une infinité d'efforts, d'aspirations, de joies et d'épreuves, vivant sous de mêmes lois sur un territoire hérité de leurs ancêtres, où se forgea une patrie que l'admirable cardinal Mercier, archevêque de Malines, a une fois pour toutes définie comme étant «une communauté d'âmes»? Qu'y a-t-il là de commun avec des ensembles d'individus vivant à l'état tribal, allant et venant au gré de leurs besoins, soumis aux terreurs de la superstition et n'obéissant qu'à la force?

»Puisque nous en sommes à celle-ci, une pression d'origine américaine

s'exerce actuellement sur le Portugal pour l'inciter à se détacher de ses provinces d'Afrique. Laissez-moi vous dire en premier lieu que, si nous y cédions, ses auteurs seraient les premiers à s'en mordre les doigts, car l'expansionnisme soviétique s'engouffrerait aussitôt dans le vide ainsi créé. Mais notre refus tient à une autre considération, dictée par l'intérêt propre des populations de ces territoires où nos ancêtres ont fait pénétrer la foi chrétienne depuis bientôt cinq cents ans, ce qui implique pour nous des devoirs qui passent avant nos droits. Nul ne peut nier que nous devons tendre à leur émancipation, et j'en suis persuadé comme tous mes compatriotes; mais il s'agit là d'une entreprise qui exigera beaucoup de temps pour être conduite comme il convient. Voulez-vous que j'use d'une image? Emanciper prématurément un enfant que l'on tient par la main sur un sentier qui borde un précipice, c'est commettre à son encontre un crime au nom fallacieux de la liberté...»

Vingt-sept ans plus tard, il n'y a rien à rajouter à ces mots...

Mais le nœud de cet ouvrage — où s'accumule la plus grande tension dramatique et humaine, là où apparaît le plus nettement le courage et le sens de l'honneur du colonel Rémy — réside sans nul doute dans l'affaire qui, en 1950, va l'opposer — et le séparer, du moins au niveau de l'action immédiate — du général de Gaulle.

Après avoir suivi l'«Appel du 18 juin

40», le colonel Rémy suit, en avril 1950, l'«appel de sa conscience», et ce pour dénoncer une injustice que le général stigmatise lui-même dans une conférence de presse, le 16 mars de cette même année: «C'est un opprobre que de laisser en prison un homme qui va avoir quatre-vingt-quinze ans. Cela n'est jamais arrivé. C'est une responsabilité qu'on devrait faire en sorte de n'avoir pas sur les épaules. Au sujet de l'amnistie: C'est une voie. Il faut l'ouvrir et y marcher avec le souci de l'unité nationale, excluant bien entendu de cette mesure les criminels, mais y incluant tous ceux qui ont été de bonne foi, même quand ils se sont lourdement trompés.»

«L'homme qui va avoir quatre-vingt-quinze ans», c'est bien évidemment le maréchal Pétain. Dès lors, au terme d'un long cheminement intérieur, car ces paroles du général de Gaulle ne sont qu'un catalyseur, le colonel Rémy prend sa décision, seul et sans en référer à quiconque: partant des termes mêmes du général de Gaulle, il écrit un article intitulé «La justice et l'opprobre», qui paraît le 11 avril dans *Carrefour*. C'est un tollé général. Un communiqué du général de Gaulle condamne sans équivoque cette prise de position. Convoqué devant le Conseil de direction du RPF, le colonel Rémy refuse de s'y rendre:

«Le téléphone sonna. Je reconnus la voix de Gaston de Bonneval disant:

— Eh bien! On vous attend...

— Navré, cher ami. Je vous prie de bien

vouloir présenter mes excuses au général.

— *Quoi? Vous ne venez pas?*

— *Vous devez comprendre que ce n'est pas possible...*

Je présume que Gaston de Bonneval me parlait du cabinet de travail du général et que celui-ci avait l'écouteur à l'oreille, car j'entendis immédiatement:

— *Eh bien! Rémy...*

— *Mon Général, dis-je avec effort, je vous prie d'excuser mon absence.*

Il y eut au bout du fil quelques secondes de silence que rompit un: «Eh bien! soit.» Puis le contact fut coupé.

Le colonel Rémy poursuit: «Je passai tout l'après-midi enfermé dans mon chagrin.» Le surlendemain lui arrivait une lettre du général:

Mon cher ami,

Pour moi, il y a trois choses dans cette affaire.

La première, c'est mon amitié, mon estime, mon affection pour Gilbert Renaud, pour Rémy. Ça, c'est inaltérable. Il n'y a pas de question.

La seconde, c'est la position de fond que vous avez prise publiquement en ce qui concerne Vichy par rapport à la France libre et réciproquement. Cette

position n'est pas la mienne. Nous en reparlerons un jour à loisir.

La troisième, c'est la façon dont vous avez procédé. Etant donné votre qualité de membre de notre Conseil de direction, étant donné surtout nos confiantes relations, vous n'auriez pas dû publier un pareil article sans m'en avoir parlé auparavant. Cela dit, laissons l'eau passer sous les ponts.

Nos lecteurs concluront peut-être comme l'a fait ce camarade de combat avouant au colonel Rémy:

Je crois qu'à votre place, j'aurais effectivement montré ma lettre au Grand Charles avant de la publier, quitte à passer outre à sa désapprobation: nous nous sommes battus pour la liberté et, sans la liberté d'expression comme sans la liberté d'opinion, il ne saurait y avoir de liberté tout court, quoi qu'en puissent penser tous les conseils de direction du monde. Mais, saperlotte! Je me serais volontiers brouillé vingt fois avec lui pour mettre une lettre comme celle-ci dans mes papiers!

Un livre qui est aussi un code d'honneur...

J.-J. R.

La joie de l'âme est dans l'action.

SHELLEY

Viêt-nam, Kippour, Watergate and C^o

par le major Hervé de Weck

Le troisième volume des mémoires d'Henry Kissinger vient de sortir en français¹. Il s'ouvre au début de l'année 1973, immédiatement après la signature des accords de Paris, pour s'achever, quelque neuf mois plus tard, sur le cessez-le-feu qui met un terme à la guerre du Kippour. Pendant cette période, l'auteur se trouve d'abord à la Maison-Blanche, en tant que conseiller pour les questions de sécurité nationale, avant de se voir nommer, fin août, secrétaire d'Etat par un Nixon aux abois à cause du scandale du Watergate.

1. Les Américains face aux problèmes planétaires

L'affaiblissement de l'autorité du président a des conséquences sur la politique étrangère des Etats-Unis. Même si l'exécutif a utilisé des moyens similaires à ceux des opposants à la guerre du Viêt-nam, cela ne saurait servir d'excuse à un chef de gouvernement. Certains, en effet, ne se gênaient pas de communiquer aux media des documents officiels secrets, susceptibles de saboter une politique qu'ils contestaient. On se rappelle la publication des fameux documents du Pentagone.

La politique de détente

Malgré ces difficultés, le gouvernement poursuit sa politique de détente avec l'Union soviétique. Selon Kissinger, il s'agit d'«une gestion des relations entre adversaires (...). Pour nous, il allait de soi que la superpuissance communiste ne voulait pas notre bien. (...) Sans doute les dirigeants soviétiques espéraient-ils convaincre les démocraties (...) que l'apparente diminution des tensions n'avait pas été provoquée par notre vigilance, mais par un changement fondamental des desseins soviétiques»², ce qui aurait risqué de renforcer le neutralisme en Occident.

Il ne faut surtout pas que le désir de paix pousse à éviter à tout prix un conflit, car la peur de la guerre sert alors de moyen de chantage, si bien que des nations pacifiques se trouvent à la merci des plus impitoyables. «Si l'URSS l'emporte sur l'Occident en puissance militaire, ce ne sera pas dû à la détente, mais à l'incapacité des démocraties à faire ce qui est manifestement nécessaire.»³

La politique de détente implique une volonté d'endiguement, ce qui exige que les responsables établissent des liens entre les grands problèmes internationaux; c'est la doctrine du

linkage chère à l'auteur. On pourrait aussi parler de politique de la carotte et du bâton. «Résister aux atteintes à l'équilibre, dans leur phase initiale, est, par définition, une tâche ambiguë. Car, si l'on attend que la menace soit manifeste, ce qu'il en coûte d'y résister augmente de manière exponentielle; à l'ère nucléaire, ce prix risque d'être prohibitif»⁴. En aucun cas, les traités ne suffisent à garantir la paix. La réaction de Washington, lorsque des pays tiers sont menacés, dépend moins d'une interprétation habile d'un accord que de la perception de l'intérêt national et du rapport des forces.

Dans les négociations sur les armements stratégiques, il faut que les Etats-Unis aient des programmes en cours dont ils peuvent négocier la renonciation. L'abandon par Carter du bombardier stratégique *B-1*, le ralentissement de la mise au point du sous-marin et du missile *Trident* n'amélioreront pas les discussions *SALT II*, au contraire.

Les relations avec la Chine

Les tensions entre Moscou et Pékin justifient une politique d'équilibre; elles ne vont pas s'apaiser du jour au lendemain, car l'idéologie communiste n'admet qu'une seule interprétation. «Tout rival qui prétend représenter l'orthodoxie véridique est porteur d'un danger mortel. A cet égard, la querelle entre l'URSS et la Chine transcendait les idéologies; il s'agissait de savoir qui avait le secret de la liturgie dont s'inspirerait l'orientation

des partis communistes et progressistes du monde entier.»⁵

Parce qu'ils craignent la puissance militaire de leur grand voisin du Nord, les dirigeants chinois soutiennent les renforcements de l'OTAN, manifestant même une nette préférence pour les chefs occidentaux qui ne proviennent pas de la gauche. Ils voient aussi d'un mauvais œil une Indochine contrôlée par Hanoi, un client des Soviétiques.

Dans un tel contexte, il semble judicieux que Washington se trouve plus proche de Pékin et de Moscou que ces deux capitales ne le sont l'une de l'autre. Le cas d'une attaque soviétique contre la Chine demeure réservé, car, «si l'URSS parvenait à réduire la Chine à l'impuissance, l'effet sur l'équilibre mondial serait à peine moins catastrophique que la conquête de l'Europe par les Soviétiques.»⁶ Les Américains se montrant incapables de prévenir une telle agression, le Japon et l'Europe perdraient totalement confiance, des extrémistes prendraient le dessus au Moyen-Orient, en Afrique et même en Amérique.

2. Les accords de Paris sur le Viêt-nam

Cet équilibre, Washington l'a sérieusement hypothéqué au cours de la guerre du Viêt-nam; son corps expéditionnaire ne parvient pas à vaincre, ce qui provoque le désarroi dans le pays,

partant une grave crise intérieure aux conséquences planétaires.

Avant l'intervention en Indochine, la politique étrangère américaine s'inspirait de conceptions claires remontant à la Seconde Guerre mondiale; un conflit met en branle d'importantes armées qui franchissent des frontières reconnues par la communauté internationale. De tels critères ne s'appliquent pas au Viêt-nam. De plus, certains Américains ne veulent pas admettre une expérience datant de la guerre d'Algérie: «(...) nous devons parfois combattre comme des flics, parfois comme des maquereaux, toujours dans le sang et la merde⁷.»

Va s'ensuivre un effondrement moral d'une partie de la classe politique: puisqu'il semble qu'on ne peut pas gagner une telle guerre, il faut à tout prix y mettre fin. Cette attitude empêche un consensus sur un programme minimum de négociations. A cause de pressions intérieures, le gouvernement Nixon ne peut pas s'en tenir à des positions fermes, ce qui avantage Hanoi et contribue à prolonger la guerre. Et Kissinger de conclure: «Si la guerre du Viêt-nam nous avait enseigné quelque chose, c'était qu'un affrontement militaire ne pouvait être engagé que si le peuple américain était convaincu qu'il n'y avait pas le choix.»⁸

Hanoi ne respecte pas sa signature

Immédiatement après la cérémonie de signature, le Nord Viêt-nam commence à violer systématiquement les

accords, reprenant sa politique de 1954, après Genève. «Le mépris de Hanoi pour une notion aussi bourgeoise que celle de la légalité était tel qu'il ne se sentait même pas tenu de recourir à la moindre hypocrisie (...).»⁹ Nullement désireux de cesser sa marche vers l'hégémonie, il veut voir si les Américains réagiront en allant jusqu'à l'épreuve de force. En pleine crise du Watergate, Nixon ne peut plus utiliser convenablement le bâton, d'autant plus que le législatif le lui casse en interdisant toute opération militaire dans l'ensemble de l'Indochine. «Une série de désastres succéda à l'arrêt des bombardements ordonné par le Congrès.»¹⁰

La guerre d'agression contre le Sud Viêt-nam, le Laos et le Cambodge va reprendre dès que Hanoi se jugera prêt. Dès l'été 1973, seul un miracle peut encore sauver le gouvernement de Saïgon, qui s'effondrera deux ans plus tard. De l'Angola à l'Afghanistan, de l'Ethiopie à l'Iran, les humiliations se multiplieront pour l'Amérique, tandis que les Soviétiques déclencheront des offensives géopolitiques sans précédent.

Totalitarisme et autoritarisme

Les affrontements en Indochine permettent de différencier le totalitarisme et l'autoritarisme. En établissant cette distinction, Kissinger rejoint Nixon qui, dans *La Vraie Guerre*¹¹, défendait la même thèse.

Des Etats totalitaires comme l'URSS, le Nord Viêt-nam ou l'Iran de

Khomeiny ne tiennent *aucun* compte des droits de l'homme, des libertés individuelles; ils cherchent à exporter leur idéologie et manifestent un impérialisme dans tous les sens du terme. Les pays autoritaires — pensons à l'Afrique du Sud, au Viêt-nam du Sud, à l'Iran du chah — limitent sévèrement les droits politiques, mais accordent certaines libertés personnelles: libre choix en matière de religion, d'emploi, de vie familiale. Ces Etats connaissent un système de jurisprudence plus valable que celui de protection du Coran. Ils n'envoient pas de sous-marins rôder autour des bases militaires occidentales et ne menacent pas la paix du monde.

Pendant et après la guerre du Viêt-nam, beaucoup d'Américains jugent les gouvernements non communistes d'Indochine d'après des normes constitutionnelles occidentales, alors qu'une situation de guerre civile règne en Asie du Sud-Est, dans des pays en voie de développement sans traditions démocratiques. Le Sud Viêt-nam se trouve en danger parce qu'il ne dispose pas d'une idéologie et d'un appareil de répression assez efficaces. L'opinion américaine exige pourtant de Saïgon de la souplesse, un gouvernement de coalition, ce qui contribue à affaiblir le président Thieu. «Que des groupes qui se sont entre-tués gouvernent ensuite conjointement va à l'encontre de toute vraisemblance.»¹²

Le président Thieu apparaît comme un paria partout en Occident. Pourtant, il n'y a pas de *boat-people* fuyant

le pays; au contraire, des milliers de ses compatriotes «votent avec leurs pieds», s'échappant des régions tenues par les communistes. «Curieux phénomène, cette hypnose qui incite des gens honnêtes et sérieux à concentrer leur indignation sur tout ce qui est jugé conservateur.»¹³ La plupart des journaux occidentaux débordent des horreurs commises par les régimes grec, espagnol, sud-coréen, sud-vietnamien, alors qu'ils glissent sur les atrocités des gouvernements soi-disant progressistes.

3. La guerre du Kippour

Kissinger se trouve à la tête du Département d'Etat depuis une quinzaine de jours lorsqu'éclate la guerre du Kippour, qui prend au dépourvu les services de renseignement et les politiciens occidentaux. Pour la première fois de son histoire, Israël se laisse surprendre et ne déclenche pas d'opérations préventives.

La stratégie de Sadate

Sadate a recouru à une stratégie peu commune. En effet, depuis 1971, il clame son intention de régler militairement ses comptes avec l'Etat hébreu, sans donner l'impression de passer à la phase de la réalisation.

En fait, Sadate s'est décidé à la guerre en été 1972. Il expulse les conseillers soviétiques, parce qu'il estime que Moscou lui apporte un soutien qui peut suffire à maintenir

une tension élevée au Proche-Orient, mais qui ne permettra jamais d'aboutir à un règlement. En outre, les Soviétiques se montrent réticents à l'idée d'une action militaire.

Les opérations prévues par Sadate ont un objectif *politique*: elles doivent prouver que les Israéliens ne sont pas invincibles et les Arabes impuissants. Il ne s'agit pas de récupérer les territoires occupés, mais de déclencher une crise qui assouplira l'attitude des parties, ouvrant ainsi la voie à des négociations. Les concessions restent en effet interdites à une Egypte humiliée par la guerre des Six Jours en 1967. Selon Kissinger, une telle stratégie prouve les éminentes qualités d'un homme d'Etat. «Rares sont les guerres livrées pour établir les bases de la modération qui va suivre.»¹⁴

Dans ce contexte, on comprend que les forces égyptiennes s'entraînent pendant des années à franchir le canal de Suez, mais qu'aucun plan ne prévoit leur sortie des têtes de pont et qu'elles ne chercheront pas à occuper les cols du Sinaï.

Les erreurs des services de renseignement

«Les preuves de l'imminence d'une attaque sont généralement noyées dans un bruit de fond, c'est-à-dire cachées par un tir de barrage, fait de renseignements plus ambigus, inutiles ou contradictoires les uns que les autres.»

Henry Kissinger
Les Années orageuses, p. 528.

Les analyses, aux Etats-Unis comme en Israël, admettent que

l'Egypte et la Syrie ne sont pas militairement capables de reconquérir les territoires occupés. Il n'y aura pas de guerre, puisque les armées arabes sont vouées à la défaite et qu'un conflit affaiblirait la position arabe. Des prémisses correctes n'amènent pas toujours des conclusions conformes à la réalité!

En avril 1973, l'administration américaine interprète les déplacements d'avions lybiens et saoudiens vers l'Egypte comme un épisode de la guerre des nerfs. Elle apprend, en mai, que l'état-major du Caire prépare un plan pour le franchissement du canal. Les spécialistes estiment que cette mesure vise des objectifs psychologiques. Trois mois plus tard, alors que l'Egypte supprime les permissions et rappelle des réservistes, les services de renseignement, à Tel-Aviv comme à Washington, pensent qu'il s'agit d'exercices plus réalistes que d'habitude. On connaît donc les faits, le plan d'attaque, mais on refuse d'admettre que les Arabes vont le mettre en œuvre.

Jusqu'au 9 octobre dans la matinée, la CIA reste persuadée que les forces israéliennes vont l'emporter aussi facilement que pendant la guerre des Six Jours. Le secrétaire d'Etat se fie à ces analyses. Le 10, le Département de la défense estime que l'Etat hébreu dispose de stocks militaires pour deux semaines de combats; le démenti arrivera deux jours plus tard!

«Ce que les Soviétiques savaient des plans arabes ou jusqu'à quel point

ils les avaient encouragés, c'est là un mystère qui n'a pas encore été éclairci. Il ne fait aucun doute qu'ils surent que la guerre était imminente.»¹⁵

Le film des événements

Le 6 octobre 1973, cinq divisions égyptiennes, soit 100 000 hommes appuyés par 1000 chars, forcent le canal et écrasent les faibles garnisons de la ligne Bar-Lev, tandis que, dans le Golan, trois fuseaux d'attaque syriens se dessinent. Israël, qui n'a pas encore déclenché sa mobilisation générale, recule, subissant de grosses pertes en matériel. Les forces de l'Etat hébreu passent à la contre-offensive le 8 octobre, l'état-major ayant décidé de faire d'abord effort principal contre les Syriens, puis de se retourner contre les Egyptiens.

Le 11 octobre au soir, les Israéliens occupent un saillant de 11 km de profondeur et 12 km de largeur, sur les hauteurs du Golan, au-delà des lignes d'avant-guerre. Les troupes égyptiennes, quant à elles, vont commettre une coûteuse erreur. Leurs blindés, le 15 au matin, dépassent le parapluie fourni par les missiles antiaériens et s'exposent aux coups de l'aviation ennemie.

Quelque 2000 chars se concentrent pour l'une des plus grandes batailles mécanisées de l'histoire. L'action combinée des chars, des armes antichars et des avions israéliens détruit 250 blindés égyptiens. Désormais, les forces de Tel-Aviv peuvent avancer en force. Le lendemain, un

raid de 25 chars traverse le canal, dans le secteur du grand lac Amer, et commence à détruire les missiles sol-air situés sur la rive occidentale; c'est le début de l'opération appelée «Déversoir». Le 19 octobre, 300 autres blindés les ont rejoints: les Egyptiens sont tournés, mais leur front ne se rompra pas.

En dernière analyse, les difficultés rencontrées par Israël proviennent, non pas du manque de matériel, mais de la complaisance engendrée par le souvenir des grandes victoires passées. La stratégie se fonde sur la répétition des offensives éclair de 1967, alors que les Arabes pratiquent une guerre d'usure, ce qui provoque des pertes insupportables pour un petit Etat. L'état-major révisera sa doctrine d'engagement au cours de la deuxième semaine du conflit.

La stratégie américaine

Quelle est la stratégie du gouvernement américain? Celui-ci veut éviter un embargo pétrolier de la part des Etats arabes, montrer que l'extrémisme ne paie pas au Proche-Orient, que seule la médiation de Washington permettra d'arriver à un règlement durable des problèmes. Le Département d'Etat, en accord avec l'URSS qui poursuit pourtant des objectifs divergents, bloque le Conseil de sécurité qui risquerait de se montrer trop favorable aux thèses arabes.

Cette position prudente se trouve modifiée par l'annonce des pertes importantes subies par Israël. Le

9 octobre, l'ambassadeur Dinitz déclare à Kissinger que son pays a perdu 49 avions, dont 14 *Phantoms*, et 500 chars, dont 400 sur le seul front égyptien. Ce bilan doit rester rigoureusement secret, si l'on veut éviter que d'autres Etats arabes se ruent à la curée.

Nixon décide alors d'accélérer l'envoi de matériel; il garantit le remplacement des armes perdues, de façon qu'Israël accepte de dégarnir ses dépôts pendant le conflit. Cependant, les chars disponibles n'existent pas en grande quantité. Encore faut-il les acheminer!

L'aide commence véritablement à affluer après que les Américains se soient rendus compte, le 12 octobre, qu'un cessez-le-feu n'est pas encore possible et qu'Israël connaît de gros problèmes: l'épuisement des stocks menace. Depuis la veille, l'URSS engage 84 appareils pour ravitailler la Syrie et l'Egypte, alors que seuls sept avions d'El-Al font des navettes. Le 13 octobre, 67 vols soviétiques ont lieu, la plupart à destination de l'Egypte. Les Américains bourrent alors de munitions 10 de leurs *C-130* et acheminent vers les Açores du matériel que les avions hébreux viendront chercher. Quatorze *Phantoms* seront livrés dans les deux jours.

Le 14, l'aide de Washington dépasse largement l'effort soviétique; Israël, mieux préparé, tire rapidement profit du réapprovisionnement, tandis que les Syriens, s'ils se montrent capables de conduire les chars que les

Russes leur livrent, ne savent pas comment s'en servir au combat. Les Etats-Unis, qui appliquent la doctrine de l'endiguement, utilisent au maximum leurs réserves en matériel et la capacité de leurs avions. Ils prévoient même un ravitaillement par bateaux pour l'après-guerre. Le 15, les *C-5A*, *C-130* et *C-141* effectuent 20 livraisons, soit une moyenne de 1000 tonnes de matériel.

Lorsque les chars israéliens atteignent les rives occidentales du canal, la stratégie de Washington cherche à donner à Tel-Aviv des délais qui lui permettront d'atteindre de bonnes positions, en évitant que cela provoque un affrontement entre les deux grands et compromette irrémédiablement les positions américaines dans le monde arabe. Pourtant, les producteurs arabes de pétrole décident, le 17, de diminuer mensuellement leur production de 5%, tant que les Israéliens ne seront pas retournés dans leurs frontières de 1967. Les six pays du golfe Persique, par une initiative distincte, augmentent même le prix de leur pétrole de 70%. Cette mesure suffit à déclencher la panique des Européens, qui vont se désolidariser des Etats-Unis.

L'accord de cessez-le-feu prévoit des négociations directes entre Tel-Aviv et Le Caire. Cette revendication israélienne, vieille de vingt-cinq ans, place le pays en face de dilemmes redoutables et trop longtemps esquivés...

Malgré le Watergate, le gouverne-

ment Nixon réussit à juguler une crise importante. Le quatrième volume des mémoires de Kissinger, annoncé, dans sa version française, pour

l'automne 1982, montrera sans doute l'effondrement du président et la montée des périls extérieurs.

H. de W.

¹ Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, t. I. Paris, Fayard, 1982. Les deux premiers volumes, intitulés *A la Maison-Blanche. 1968-1973*, ont paru chez le même éditeur en 1979. A leur sujet, voir notre article dans la *RMS* de janvier 1981, p. 40-49.

² Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, p. 285.

³ *Ibidem*, p. 287.

⁴ *Ibidem*, p. 205.

⁵ *Ibidem*, p. 65.

⁶ *Ibidem*, p. 71.

⁷ Jean Lartéguy, *Les Prétoriens*. Paris, Presses de la Cité, 1961, p. 249.

⁸ Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, p. 281.

⁹ *Ibidem*, p. 32.-33.

¹⁰ *Ibidem*, p. 423.

¹¹ Paris, Albin Michel, 1980.

¹² Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, p. 365.

¹³ *Ibidem*, p. 362.

¹⁴ *Ibidem*, p. 530.

¹⁵ *Ibidem*, p. 540.

Si l'on blâme l'injustice, ce n'est pas que l'on craigne de la pratiquer : c'est qu'on craint de la subir.

PLATON

«Spionage gegen die Schweiz»

thèse de Hans Rudolf Fuhrer

présentée par le Lt Dominique de Buman

A. L'auteur et le livre

Hans Rudolf Fuhrer, né en 1941 et domicilié à Uitikon, est titulaire de la chaire de didactique à l'Université de Zurich, haute école auprès de laquelle il a obtenu, grâce au travail qui nous intéresse aujourd'hui, le grade de docteur ès lettres. A l'armée, il occupe une fonction d'officier d'état-major dans un régiment d'infanterie

Cet ouvrage broché de 184 pages a été publié en avril 1982 par l'ASMZ aux Editions Huber and Co, 8500 Frauenfeld. C'est à cette adresse ou auprès de chaque libraire qu'on peut l'obtenir, au prix de Fr 32.—. Il comprend de nombreux documents, des rapports originaux ainsi qu'une riche bibliographie.

Le point de départ de cette recherche se trouve dans le don fait, en 1973, par le colonel commandant de corps Alfred Ernst aux Archives fédérales et militaires allemandes, à Fribourg en Brisgau. Cet officier a en effet offert auxdites Archives une documentation de l'Etat-Major Général nazi sur la défense suisse. Grâce à ces écrits inédits, l'auteur a pu étudier pour la première fois un service de renseignements travaillant contre notre pays. Il a essayé de répondre au qui, au quoi et au comment: qui a effectué de l'espionnage contre la Suisse, quels

objectifs poursuivaient les agents et de quelle manière ont fonctionné les services secrets.

Dans son introduction, Hans Rudolf Fuhrer explique au lecteur que son étude a pour but d'examiner si le rapport du Conseil fédéral publié à la fin de la guerre a encore sa valeur aujourd'hui, compte tenu des nouvelles connaissances, et si l'Action Suisse, c'est-à-dire l'invasion de notre pays, n'a pas eu lieu en raison de la force de dissuasion de nos troupes ou pour d'autres motifs.

B. La méthode de l'ouvrage

1. Définitions

L'auteur commence par définir les termes employés, pour éviter des ambiguïtés. Sous le titre évocateur «Thématique: le service de renseignements», il définit l'espionnage par rapport au contre-espionnage, ainsi que la quête d'informations politiques en comparaison avec celle qui a un but militaire ou économique. Hans Rudolf Fuhrer distingue enfin trois fonctions du service de renseignements: il doit, en premier lieu, chercher à obtenir des informations chez l'adversaire, d'une façon occulte ou déclarée; il doit ensuite protéger

son propre pays contre des investigations étrangères – c'est ce qu'on appelle le contre-espionnage –; il remplit enfin un troisième rôle, celui de provoquer des actes de sabotage, de créer la subversion et de faire régner la confusion: c'est la mission de la cinquième colonne. Cette terminologie s'explique aisément si l'on signale que le mot «Abwehr» servait à camoufler les services de renseignements allemands «offensifs»!

2. Le point de la situation

En donnant l'état de la recherche sur le sujet, l'auteur justifie son travail par le fait qu'on a beaucoup écrit sur l'organisation et l'activité des services de renseignements, mais que le «cas suisse» a donné lieu à très peu de monographies. La raison? C'est que les historiens se sont longtemps heurtés au mutisme des Archives suisses et que, maintenant encore, Helvètes et Allemands ne bavardent guère... Le dossier sur les internés russes que Roger de Diesbach a réalisé dans la Tribune-Le Matin en septembre constitue une preuve supplémentaire de la pudeur confédérée. De plus, pendant la guerre et vers la fin de celle-ci, les Allemands procédèrent à de massives destructions de documents: autant de témoins gênants qui disparaissaient de la scène de l'Histoire.

3. Le genre de l'ouvrage

Ce livre relève du style propre à une thèse, ce qui présente avantages et inconvénients: la rigueur des référen-

ces, l'abondance des annexes et la compartimentation de la matière donnent un résultat scientifique et fiable; l'appareil critique, particulièrement bien développé, permet d'approfondir un point précis. Par contre, les strictes observances et reproduction des textes créent un effet de sécheresse. On a l'impression d'avoir sous les yeux une juxtaposition de documents très intéressants, mais qui, sans adjonction d'avis personnels, ne sont que du papier sans vie. Certes, Hans Rudolf Fuhrer arrive à la conclusion que le rapport de 1945 du Conseil fédéral a encore toute son acuité, mais, pour y parvenir, c'est la traversée du désert. L'œuvre du professeur Bonjour ainsi que les récits de Werner Ringgs ou de Hausammann captivent l'esprit par leur dynamisme, tout en garantissant une parfaite exactitude des faits relatés. Cette impression nous met dans l'incapacité de résumer d'une façon ou d'une autre l'ouvrage; le caractère technique empêche de tirer du texte un fil conducteur. C'est pourquoi nous relèverons uniquement quelques thèmes et faits sortant de la pure documentation.

C. Quelques problèmes intéressants

1. Qui trahissait?

Dans le contingent de ceux qui travaillaient au profit du III^e Reich, on recensait des Allemands et des Suisses. Ils dépendaient de la centrale de Stuttgart. En 1940, 127 officiers helvé-

tiques faisaient partie de ces Vertrauensmänner – tel était leur nom –, tandis que, en 1942, leur nombre s'élevait à 455! Mais ce serait une erreur de croire que ces espions ne se recrutaient que parmi les militaires: des civils tombèrent également dans l'engrenage. Quelle était leur personnalité? Selon Jaquillard, chef du contre-espionnage suisse, ils avaient tous un penchant soit pour une idéologie, soit pour de l'argent. Kurt Gysin voyait en eux des gens faibles et fanatiques. Mais, surtout, des hommes aigris ou marginaux croyaient souvent déceler l'occasion rêvée de se forger une silhouette. Le parfait quidam voulait quitter sa peau... Et, bien sûr, les mouvements frontistes grossissaient les rangs des traîtres. Quant à la minorité allemande résidant dans notre pays, elle ne se montra pas inactive.

2. La réaction suisse

Notre pays sut se prémunir contre ces intentions. La façon donna parfois lieu à polémique, mais le résultat, tangible, est indiscutable: l'Action Suisse, dont nous parlerons plus tard, ne se déroula jamais. Comme le nombre d'espions augmentait, l'opinion publique et la presse craignirent la contagion et exigèrent, en 1942, l'introduction de la peine de mort. La mesure, adoptée la même année, trouva une application rapide puisque, le 11 novembre déjà, trois hommes furent exécutés. Cela freina les ardeurs des faibles et fut une des causes du démantèlement des réseaux

nazis. Une autre raison, la plus importante, résida dans l'habileté des services de Masson et de Jaquillard à démasquer l'ennemi.

3. Le cas Masson

Nous avons fait allusion, plus haut, à des méthodes qui ne furent pas unanimement appréciées. Un des objets du litige est l'attitude de Masson envers Schellenberg. L'affaire éclata au grand jour le 28 septembre 1945, en raison de la découverte par la presse suisse d'une interview accordée par le brigadier au Daily Telegraph. Cette presse, muselée – avec raison d'ailleurs – pendant les hostilités, vit dans cet irrespect des priorités un motif de vexation. Et, surtout, la révélation d'entretiens secrets avec Schellenberg provoqua un tollé général, entraînant des interventions des conseillers nationaux Bringolf et Dietschi, le 1^{er} octobre de la même année. Le 4, le Conseil fédéral ouvrit une enquête, au cours de laquelle Guisan appuya Masson sans réserve. Mais de quoi s'agit-il? L'officier général romand estima utile pour la Suisse d'entretenir des contacts avec Schellenberg, car cela permettrait d'éviter le pire. Masson voyait en lui un homme intelligent, fin, cultivé et sympathique, qui aime son pays. Honnête vis-à-vis de ses chefs et face à son devoir, l'Allemand regrettait cependant amèrement l'aventure dans laquelle Hitler avait lancé sa patrie. Mais il ne savait comment réagir... Tout le monde ne partageait pas les vues de Masson.

Ainsi, Edgar Bonjour percevait en l'officier nazi un agent à double jeu. Hans Rudolf Kurz, du DMF, ne le considérait ni comme un homme d'honneur, ni comme un ami évident de la Suisse.

Ce qui est certain, c'est que Schellenberg se montra humain, aidant des juifs à s'enfuir ou intercédant dans son pays en faveur de la libération de prisonniers suisses; Masson n'a jamais failli, sa bonne volonté ne saurait être niée, sa fidélité envers sa conscience ne peut être que respectée. L'audace de rédiger un rapport favorable destiné au procès de Nuremberg n'est pas fréquente; elle coûta au brigadier l'amitié de ses collaborateurs Ernst et Waibel, ainsi que celle du capitaine Hausammann. Le seul doute réside dans l'opportunité de l'«intimité» de Masson avec le représentant d'un gouvernement qui cherchait – ne l'oublions pas – à envahir la Suisse, comme le plan dont nous allons parler le démontre.

4. L'Action Suisse

En mars 1943, une sérieuse alarme ébranla le pays: les réseaux de renseignements étaient unanimes à sentir l'imminence d'une attaque contre la Suisse; en janvier déjà, le général Guisan croyait fermement au danger et communiquait ses impressions au conseiller fédéral Kobelt dans un rapport secret. Mais, le 22 mars, à 17 h 13, «Wiking» transmettait: «Une action simultanée contre la Suisse, compte tenu des réserves alle-

mandes, n'est pas considérée comme possible aussi longtemps que la préparation militaire de la Suisse laisse penser qu'une attaque surprise ne serait pas couronnée de succès.» Les états-majors poussaient un ouf de soulagement; ce qu'ils ne savaient pas, toutefois, c'est que l'Action Suisse n'aurait jamais lieu. Pourquoi? Hans Rudolf Fuhrer discerne quatre causes: les Allemands estimaient que, s'ils exerçaient des pressions sur elle, la Suisse adhérerait progressivement à leur espace économique et servirait ainsi, sans pertes, les intérêts du III^e Reich. Une invasion brutale n'apporterait guère d'avantages supplémentaires. Notre pays, devenu une plaque tournante de devises et de renseignements, faisait office de banque de l'espionnage. Le ministère de l'Economie versait Fr. 250 000.— par mois à Schellenberg pour payer ses agents et ceux des autres Etats européens: il pouvait en effet changer ces montants à sa guise.

D'autre part, les circonstances militaires protégèrent la Suisse: en effet, chaque fois qu'Hitler envisageait d'attaquer notre pays, d'autres points chauds exigeaient une concentration de ses troupes (Angleterre, Russie). De plus, il ne disposait pas suffisamment d'armes spécialisées. Dès 1943, début de la débâcle orientale, le danger s'écarta.

Une troisième raison, à laquelle les détracteurs de l'armée se sont toujours attaqués, réside dans la force de dissuasion de nos troupes. Cette

capacité, peut-être surestimée, n'en a pas moins été réelle, comme en témoigne le message de «Wiking» cité plus haut. Le risque d'assister à la destruction de tous les ouvrages minés – particulièrement les tunnels – a découragé les Allemands de pénétrer sur le sol helvétique.

Enfin des personnages, tels que Schellenberg, qui admiraient notre système politique et possédaient encore le sens de l'honneur – qui interdit notamment d'agresser une nation neutre –, ces personnages donc ont contribué à nous sauver.

D. Conclusion

1. Les services de renseignements allemands

Nous avons volontairement très peu parlé des structures et des méthodes d'espionnage nazies, car cette analyse aurait mené à la découverte des moyens qu'utilisent les agents de tous les réseaux d'information. Il faut cependant souligner l'envergure du système allemand: si Heydrich était seul en 1931, le nombre de ses collaborateurs s'élevait à 5050 en 1938 et à 7230 en 1939! A remarquer également, l'importance et la variété des fichiers: il en existait un presque sur chaque thème: officiers, cadres, politiciens, forteresses, dépôts de matériel, institutions, organisation militaire, etc. Pour la description détaillée des différents services de renseignements, civils et militaires, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage.

A notre avis, l'intérêt de cette «paperasse» est mince.

2. Quelques enseignements

Hans Rudolf Fuhrer tire diverses leçons de ce sujet: on ne saurait compenser d'un seul coup l'absence de préparatifs avant le déclenchement des hostilités; les traîtres potentiels se recrutent parmi les sympathisants politiques, les faibles et les aigris; la rivalité de deux services de renseignements, civil et militaire, n'entraîne que des effets néfastes; la force de dissuasion résulte des facteurs géographique, économique et politique; l'auteur voit enfin la volonté expansionniste qu'a, aujourd'hui encore, n'importe quel Etat autoritaire.

3. Appréciation finale

En résumé, Hans Rudolf Fuhrer a accompli un excellent travail de documentation, précis et complet. L'appareil critique, très développé, permettrait d'entreprendre des recherches supplémentaires; le caractère inédit de certains documents attirera le spécialiste et jettera une lumière nouvelle sur les cas Masson et Schellenberg. En revanche, l'enchaînement des thèmes n'a rien d'enthousiasmant, le texte manque de vie et d'opinions personnelles. Un récit passionnant et passionné ne perdrait pas forcément son caractère scientifique. Avec «Spionage gegen die Schweiz», le menu est bon, mais une pincée de sel en améliorerait notablement le goût.

D. de B.

Notre Etat-major général et son Histoire¹

un ouvrage inédit présenté par le colonel EMG Daniel Reichel

Il fut question, voilà quelques années, de remettre à chaque officier EMG, avec son brevet, un historique sommaire de son arme. Une équipe se mit au travail et se rendit compte, bien vite, que le domaine était beaucoup trop vaste pour faire l'objet d'un simple album souvenir. Le projet fut donc revu et la décision prise de mettre à la disposition des intéressés, un véritable ouvrage de référence. Les trois premiers volumes sortiront de presse, en principe, dans le courant du premier semestre de l'année 1983. Il a paru utile de signaler leur parution au lecteur, pour lui permettre d'apporter sa contribution à un projet dont la réalisation dépendra, en bonne partie aussi, du succès rencontré par la souscription.

* *
*

La *préface* est de la plume du commandant de corps *Hans Senn*, ancien chef de l'EMG, qui ne ménagea pas son appui à ses historiens militai-

res, contribuant ainsi à créer, par des recherches suivies, le Service historique de l'armée.

Dans l'*introduction* du premier volume (environ 60 pages rédigées en allemand), le major EMG *Viktor Hofer* a considéré la genèse et l'évolution de la notion d'état-major, en Suisse et à l'étranger, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. L'auteur s'est également attaché à donner quelques définitions de base, qui sont encore valables aujourd'hui. Cette synthèse, qui se réfère à de nombreux textes devenus pour la plupart introuvables, rendra grand service à tous les officiers désireux de connaître la philosophie — et le métier — des états-majors. Une bibliographie systématique, publiée intégralement, lui facilitera considérablement la tâche.

La suite de l'ouvrage est consacrée à l'*Histoire de l'EMG suisse depuis ses débuts jusqu'à la fin du Sonderbund* (1847). Cette partie est rédigée en français. A la lumière de nombreux documents, souvent inédits, le colonel EMG *Georges Rapp* s'est penché sur la genèse de l'institution, sa lente mise au point, et sur les premières crises avec lesquelles il s'est trouvé confronté. Dans ces pages, on découvre avec plaisir de nombreux aspects peu connus de notre histoire militaire. L'auteur a voulu savoir quelle était l'atmosphère de travail de ces états-majors; en laissant parler nos anciens,

¹ Georges Rapp, Viktor Hofer, *Der schweizerische Generalstab — L'Etat-major général suisse*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1983; 2 vol., suivis d'une annexe: Rudolf Jaun, *Das Eidgenössische Generalsstabskorps 1808-1874, eine kollektivbiographische Studie*. [CHPM — Série Recherches de sciences comparées — T. III, IV et IV a]. Les deux premiers volumes sont illustrés par une abondante iconographie, réalisée par Joseph Jobé.

il a su évoquer l'esprit de sobriété et de grande honnêteté intellectuelle qui marquait l'institution militaire suisse du XIX^e siècle. Ici, l'ouvrage atteint à sa véritable dimension: la découverte de l'originalité créatrice, d'une série de pionniers. Nous voyons Jomini, âgé de vingt et un ans, réorganiser de fond en comble la logistique de l'armée helvétique. Nous comprenons mieux dans quelle mesure l'Ecole centrale de Thoune put assumer la fonction, sans en porter la dénomination formelle, d'un cours d'état-major général avant la lettre.

L'importance revêtue par la création de ces écoles n'avait pas échappé, jusqu'ici, aux historiens militaires suisses, mais ce que l'on n'avait pas assez exploré, à notre sens, c'était la méthode avec laquelle Dufour était parvenu, grâce à cette institution, à se rendre maître, à longue échéance, de la crise très grave qui devait ébranler la Suisse en 1847. Les faits méritent d'être rappelés brièvement. Après l'hécatombe des campagnes de Napoléon, l'Europe, pacifiée par une «relaxation démographique» sans précédent, ne croit plus à la guerre. En Suisse, les esprits retombent souvent dans les anciennes ornières; entre patriciens et libéraux, entre les nouveaux cantons et leurs anciens maîtres les dissensions reprennent, sous des formes plus ou moins larvées. Avec une grande sûreté de pronostic, Dufour, ancien combattant lui-même, se rend parfaitement compte que, passée l'accalmie, la chaudière sera de nou-

veau menacée d'explosion. Il se donne le temps de deux générations pour préparer la Suisse à résister à la crise. Mais il ne dispose pour cela que de tous petits moyens: réunir en une école, quelques semaines par an, une trentaine d'officiers, les participants payant leur pension eux-mêmes.

Lorsqu'ils se retrouvent à Thoune, ces officiers reçoivent de Dufour une consigne: pratiquer entre eux une camaraderie sans faille. Exigeant pour lui-même (il travaille 15 heures par jour), rigoureux, sachant faire preuve d'humour aussi, Dufour obtient de ses élèves qu'ils forment une communauté de travail homogène, et cela malgré la diversité de leurs origines et, parfois, leurs opinions politiques divergentes. Il marque ainsi d'un style original deux générations d'officiers. Quand le Sonderbund menace de transformer la Suisse, avant la lettre, en une Irlande du Nord ou un Liban, un millier de chefs sont là pour empêcher la crise de dégénérer. On les trouve certes dans les deux camps, mais ils ont en commun un langage objectif (marqué par la pratique des sciences exactes chères à l'humaniste qu'était Dufour) et un esprit de tolérance. Les Etats-Unis, qui n'eurent pas, comme la Suisse, la chance de disposer d'un génie de la trempe de Dufour, payèrent leur Sécession d'un million de morts. La Suisse s'en tira après quelques actions qui coûtèrent peu de vies humaines. A première vue, cette guerre offre la physionomie d'un baroud d'honneur. Mais il ne faut pas

s'y tromper, il s'agit en réalité de tout autre chose: en fait, nous assistons à une réussite magistrale en matière de contrôle d'une crise grave. Si on n'a pas pu prévenir le conflit, il a tout de même été prévu et rapidement transformé en une guerre limitée. Nous n'hésiterons pas à parler ici de polémologie avant la lettre, pratiquée par un prototype d'EMG suisse. Mais notre propos n'est pas de résumer cet ouvrage, nous laisserons au lecteur le plaisir de la découverte.

* *
*

Le deuxième tome de l'ouvrage traite de la période allant de 1848 à 1874. Le major EMG *Viktor Hofer* en a présenté les principales étapes, en recourant à la formule moderne du dossier. Cette partie est rédigée en allemand. Après avoir analysé les particularités des principaux états-majors étrangers, l'auteur considère de près ce qui se fait en Suisse. Il établit clairement que les états-majors de 1850 et des quelques années qui suivent ne sont pas à la hauteur de leur tâche, chose que nous avons quelque peine à imaginer aujourd'hui.

En effet, les cantons ont pris l'habitude de détacher à l'échelon fédéral des officiers «que l'on cherche à reléguer». Ces derniers ne disposent pratiquement d'aucune infrastructure permanente qui leur permettrait d'ef-

fectuer des travaux sérieux. Il n'y a pas d'archives, ni de renseignements systématiques sur les armées étrangères, ni d'enseignement reposant sur des bases scientifiques. Quant à l'expérience recueillie par les officiers suisses au service étranger, la source en est désormais presque tarie.

Certains esprits éclairés se rendent cependant fort bien compte que cette situation ne saurait durer. En 1854, la Société militaire suisse demande que soit créé un enseignement sérieux des sciences militaires. Aucune suite n'est donnée à sa pétition. Le reste est à l'avenant. Les progrès qui peuvent être réalisés, le sont, malgré tout, à la suite de solides coups de boutoir administrés par quelques fortes personnalités comme Wieland, Rüstow, Welti, Herzog, qui se heurtent chaque fois à une opposition dont les contours demeurent difficiles à discerner. C'est ainsi que nous voyons, par exemple, le Conseil des Etats faire preuve de la plus grande réticence, lorsque lui est proposée la création d'un *Generalstabsbureau*.

Les 26 ans qui séparent le Sonderbund de la réorganisation de 1874 sont l'histoire d'une lutte très âpre, menée par des hommes intelligents qui voudraient que l'armée suisse soit à la hauteur de sa tâche. Les péripéties de cette lutte offrent un intérêt qui n'a rien perdu de son actualité. En considérant que l'un des fondements les plus sérieux de l'histoire militaire est constitué par la connaissance des erreurs, *Viktor Hofer* s'affirme comme

l'un des pionniers de la jeune école suisse.

* *
*

Une *biographie collective* des officiers EMG de 1804 à 1874 est annexée aux ouvrages précédents. Elle a pour auteur *Rudolf Jaun*, qui a établi une série d'indications personnelles, relatives à 654 officiers, et un registre systématique de tous les officiers incorporés à l'EMG pendant la période considérée. On lira avec beaucoup d'intérêt les études sociologiques qui accompagnent ce recueil.

La réalisation de l'histoire de l'EMG se poursuit actuellement, sous la direction du cdt de corps Senn, avec la participation d'une équipe de recherches du Service historique de l'armée.

D. R.

Note: Grâce à l'appui du Fonds national suisse de la recherche scientifique, le *prix de vente des trois volumes a pu être réduit de moitié*; il se monte à Fr. 115.— pour le tout, jusqu'à l'expiration du délai de souscription, le 31 décembre 1982. Il nous semble également utile de signaler le fait que le tirage total n'excédera pas 1200 exemplaires. Un talon de souscription est inséré dans le présent numéro. Un prospectus détaillé sera envoyé sur demande adressée au Service historique de l'armée, Bibliothèque militaire fédérale, 3003 Berne.

Souvent, derrière une fausse modération se dérobe tout simplement une vraie lâcheté.

GONZAGUE DE REYNOLD